particuliers - la plupart luxembourgeois - de sorte qu'en 1880, la Banque Erlanger n'avait pour ainsi dire plus de participation. Parmi les actionnaires, nous avons repéré Léon, Louis et F.-X. Wurth. (8)

Notons encore que de 1864 à 1873, Léon Wurth fut membre du Conseil de surveillance de la Caisse d'Epargne. (9)

★

Les débuts politiques de Léon Wurth coïncidaient avec la présence de son père au ministère M. Simons. Aussi ne faut-il pas s'étonner de le voir se mouvoir dans l'orbite des hommes de «La Revue», journal absolutiste et anti-Metz qui,depuis 1855, et sous un autre nom, continuait les tendances du «Patriote» (1848-1855).

Lorsque, par ordonnance r. g.-d. du 2. 12. 1856, les prescriptions de la Diète concernant «les abus de la presse» (6.7.1854) reçurent force de loi au Grand-Duché et que les éditeurs de journaux furent forcés de fournir une forte caution, c'est Léon Wurth qui déposa, pour «La Revue», pas moins de 9 obligations de 500 francs. (10) Wurth ne se plaignit pas de cette mesure, car, ne correspondait-elle pas à la ligne de conduite de son journal qui, soutenant le ministère réactionnaire Simons, prétendait «que les obligations fédérales nous obligeaient à modifier nos institutions»? (11)

Après qu'Ernest Simons eut été nommé directeur-général de l'Intérieur, Wurth entra, le 30. 4. 1864, à l'Assemblée des Etats où il représentait le canton de Remich. Il fut également membre de la Chambre des Députés, et, durant toute son activité parlementaire, ses avis - notamment de rapporteur - étaient hautement appréciés par ses collègues.

En 1867, il faillit se rendre à Londres lors de la conférence statuant sur la neutralisation du Grand-Duché. En effet, au cours d'une audience accordée le 30. 4. 1867 par Guillaume III à V. de Tornaco, E. Servais et G. Ulveling, il fut décidé de proposer à l'ancien président de l'Assemblée des Etats Théodore Pescatore de se rendre à Londres comme plénipotentiaire luxembourgeois et de s'y faire accompagner par Léon Wurth comme secrétaire. (12) (v. fasc. II, p. 511)

Pescatore, qui ne tenait pas du tout à prendre part à la Conférence, se disait malade et proposa comme son remplaçant F. de Blochausen. Le 2 mai, le Roi et le prince Henri se mirent d'accord sur les noms de Tornaco, J.-G. Augustin et Léon Wurth. «Il me paraît, écrit le lieutenant du Roi au président du gouvernement luxembourgeois, qu'un élément plus jeune comme celui de M. Wurth pourrait très bien s'adjoindre, ce qui lui permettrait d'être utile et d'être en contact avec des sommités diplomatiques.» Mais le gouvernement luxembourgeois jugeant le choix d'Augustin «impossible à cause de sa situation dépendante» (à la Banque Internationale) et Léon Wurth ayant décliné la charge qu'on lui avait proposée, ce furent en fin de compte, Tornaco, Servais et Ulveling qui partirent pour Londres. (12bis)